

« Ce processus encourage les aventures individuelles »

CANDIDATS POUR GAGNER, pour porter un courant de pensée, pour grimper en notoriété ou pour peser sur le quinquennat : **Bernard Sananès**, le président de l'institut de sondages Elabe, établit une typologie des postulants aux primaires.

En quoi la multiplication des primaires bouleverse-t-elle la vie politique française ?

Nous sommes entrés dans la primairisation de la vie politique française. Le président de la République, l'ancien président de la République, deux anciens Premiers ministres sont obligés de s'y soumettre. C'est un sacré symbole. Qu'ils l'aient souhaité ou pas, le processus démocratique, le besoin de participation qui s'exprime partout dans la société, leurs situations politiques font qu'ils sont contraints d'en passer par là. Et les partis ne sont plus une source de légitimité suffisante pour présenter un candidat à l'élection présidentielle. Dans nos études sur la préférence partisane, l'addition des sympathisants PS plus LR pèse moins que les électeurs disant ne se sentir proches d'aucun parti.

Quelles en sont les conséquences ?

Les carrières politiques se construisaient autour des candidatures à l'élection présidentielle – la vraie ! –, que cela soit Jacques Chirac, François Mitterrand, mais aussi Arlette Laguiller ou Georges Marchais. On disait : « Il a été deux, trois fois candidats à l'élection présidentielle. » Pour y parvenir, il y avait un parcours obligé ; il fallait afficher un état de service (ministre ou Premier ministre, président de parti...). C'est fini. Pour être candidat à une primaire, il n'en faut plus. Être candidat à une présidentielle, c'était la consécration d'une vie politique ; être candidat à la primaire, c'est un booster de carrière. Tout le monde peut concourir et les raisons de le faire sont très

« Pour être candidat à la présidentielle, il y avait un parcours obligé ; il fallait afficher un état de service. C'est fini. Pour être candidat à une primaire, il n'en faut plus. Être candidat à une présidentielle, c'était la consécration d'une vie politique ; être candidat à la primaire, c'est un booster de carrière »

différentes. Il y a des candidats pour gagner (Juppé, Sarkozy, Hollande), des candidats pour porter des idées ou un courant de pensée (de Marie-Noëlle Lienemann à Hervé Mariton), des candidats pour gagner en notoriété (la liste serait longue) et enfin des candidats pour peser sur le quinquennat d'après (c'est la jurisprudence Valls).

Globalement, cela encourage les aventures individuelles alors qu'aupa-

ravant une candidature présidentielle était un rassemblement. Ayons aussi le recul pour souligner une autre conséquence : on le sait, cela donne une influence plus importante aux sondages. La dynamique sondagière y est renforcée (on vote pour celui qui a le plus de chances de l'emporter).

C'est un signe supplémentaire de l'affaiblissement des partis ?

Clairement. Ils ont perdu leurs deux fonctions essentielles : choisir le candidat, bâtir le programme. Ils doivent répondre aussi à la tripartition de la vie politique. Le PS, pas plus que Les Républicains, ne peut se permettre une candidature dissidente au premier tour

« Quel est l'avenir de ceux qui se présentent hors primaire ?

Macron ou Bayrou seraient-ils perçus comme des dissidents ou des hérauts anti-système ?

Nous n'avons pas encore de retour d'expérience sur ce point clé »

de la présidentielle. L'irruption du FN a imposé la primaire à chaque camp. Mais cela a également un effet pervers. Lors d'une primaire, on s'adresse à un corps électoral qui, même très important, n'est pas celui du pays : il est plus âgé, plus diplômé, plus urbain. Pour l'emporter, c'est d'abord en fonction de celui-ci qu'on élabore son programme. Cela provoque ainsi un décalage. A force de considérer que les milieux plus populaires ne voteront pas à la primaire, la droite ne va-t-elle pas s'éloigner du monde du travail et oublier les risques sociaux ? Cela pourrait renforcer l'espace déjà occupé par Marine Le Pen ou faire qu'avant même d'être au pouvoir, la droite ait fait du monde du travail une opposition qui, à la première occasion, sera dans la rue. A trop parler à son électorat traditionnel, la gauche, elle, pourrait se couper d'un électorat plus central qui avait voté en faveur de François Hollande au premier tour de 2012.

Trop de primaires tuent-elles la primaire ?

Non, mais trop de candidats tuent la primaire. Les deux grands partis ne peuvent pas se permettre d'afficher dix candidats à la primaire. Cela nuirait à leur crédibilité et au rôle de présélection du processus. Une autre question sera : quel est l'avenir de ceux qui se présentent hors primaire ? La primaire ferme-t-elle le jeu ou au contraire ouvre-t-elle des espaces ? Macron ou Bayrou seraient-ils perçus comme des dissidents ou des hérauts anti-système ? Nous n'avons pas encore de retour d'expérience sur ce point clé.

Comment François Hollande et Nicolas Sarkozy s'adaptent-ils à cette nouvelle donne ?

Le risque est que les primaires se fassent contre eux. Ils n'en voulaient pas, elles leur ont été imposées. A gauche, chaque jour de la campagne sera un jour contre Hollande. C'est du jamais vu. Si on peut considérer qu'en 1981, le président sortant, Valéry Giscard d'Estaing, affrontait une sorte de primaire avec la candidature de son ancien Premier ministre, Jacques Chirac, face à lui au premier tour de la présidentielle, le match n'était malgré tout pas comparable, notamment parce qu'il n'y avait pas eu de débats télévisés. A droite et à gauche, François Hollande et Nicolas Sarkozy sont des sortants. Le risque pour Nicolas Sarkozy est donc d'être confronté à la même question que son successeur : un deuxième mandat pour quoi faire ? Pourquoi continuer pour Hollande ? Pourquoi revenir pour Sarkozy ? La primaire les met quelque part en situation parallèle.

Interview

Ludovic Vigogne

@LVigogne

